

Notes générales sur budget Projet loi de finances 2017

Pascal Anger, le 25/10/2016

Remarques générales :

La commission européenne, à l'appui des traités dont le TSCG, « surveille » les budgets nationaux et le respect des règles dont celle des 3 % du déficit budgétaire (écart entre recettes et dépenses du budget de l'état) sur PIB.

La France avait obtenu un délai de deux ans en 2015 pour revenir dans les clous du pacte. Elle est donc attendue au tournant par la commission, sinon elle s'expose à des sanctions. Sapin annonce donc 2,7 % pour ce budget 2017.

Un problème de véracité ou d'objectivité de ce PLF 2017 (Source PLF 2017 et autres PLF) :

C'est un budget qui s'inscrit dans le contexte électoral de l'élection présidentielle et législative en mai et juin. Ce budget sera remanié d'une manière ou d'une autre en juillet.

D'ores et déjà, il est reconnu que ce gouvernement a utilisé des artifices pour reporter des dépenses sur le budget 2018. Par exemple, il transforme dans le cadre du CICE une charge en crédit d'impôt qui sera comptée en 2018, soit une marge dégagée de 4 Milliards (Mds) à minima pour ce budget 2017.

Par ailleurs, ce Budget est construit sur des hypothèses de croissance (1,5%) et d'inflation (0,8%) « optimistes », qui sont contestées par des organismes tel que la cour des comptes. Son rapport qualifie le projet PLF 2017 « d'improbable » !

Soulignons que le FMI estime que pour 2016, la prévision de 1,5 % de croissance pour la France ne sera pas atteinte et tournera entre 1 % à 1,3 %, idem pour 2017. (l'INSEE a calculé que le PIB avait reculé de 0,1 % au 2nd trimestre 2016).

Une estimation dans le budget du prix du baril de pétrole à 45 dollars dans le PLF 2017 alors qu'il vient de remonter à 50 dollars, suite à l'accord de l'OPEP. Etc...

Toujours la logique d'un budget de ralentissement de la dépense publique (DP) et cela depuis 2013, revendiqué et assumé !

Ce budget 2017 s'inscrit dans un quinquennat qui n'a eu de cesse de diminuer ou de faire ralentir la dépense publique par rapport à ce qu'il aurait dû être fait mécaniquement (Inflation (même faible), GVT des fonctionnaires, point d'indice gelé pendant cinq ans, coût énergie, vieillissement de la population, augmentation de la population, chômage qui augmente, prestations sociales, investissement à faire,...).

A relier aussi avec la fiscalité locale (cf diminution aux CT et diminution ou suppression Impôt sur le revenu (IR) pour des faibles revenus), Il faudra mettre en regard aussi les augmentations considérables des impôts locaux touchant la plupart des citoyens (idem TVA).

Cependant, sur ce PLF 2017 : il y a un moindre ralentissement de la diminution de la DP et une augmentation sensible de certains budgets liée d'une part au contexte sécuritaire (attentats – Budget intérieur et justice), et politique étrangère interventionniste de la France (défense) et d'autre part, face aux montées d'effectifs élèves étudiants, à la revalo du point d'indice et PPCR, répondre à l'engagement de création des 60 000 postes (Budget éducation et ESR). (aides aux agriculteurs aussi, etc...)

Près de 3 milliards (Mds) d'augmentation prévus pour Educ et ESR, 2Mds pour la sécurité et 2 Mds pour emploi. Soit plus de 7Mds de dépenses, mais financés par redéploiement, moindre charge de la dette, lutte fraude fiscale, et la marge (astuce comptable) par exemple de 3,4 Mds liés au crédit d'impôt CICE et qui sera mis sur le budget de 2018).

Ainsi, il était prévu 14,5 Mds d'économie pour 2017, il n'y aura qu'une diminution ou un ralentissement de près de 10 Mds environ. Dont moins 3 Mds (au lieu de 5 prévus) pour les missions de l'État (hors plan de lutte anti-terroriste (PLAT) et loi de programmation militaire (LPM)), moins 2,8 Mds pour les Collectivités Territoriales au lieu de 3,7 Mds prévus (CT) et 4 Mds de moins annoncés pour la protection sociale. Ceci n'est pas mis en avant clairement dans ce PLF.

Des ralentissements de la diminution de la DP qui sont liés aussi à des luttes :

Deux exemples typiques (fonctionnaires ou fronde des maires) :

- le gel du point d'indice depuis 5 ans enfin débloquent mais qui ne rattrape pas les retards accumulés et PPCR.

- La diminution des dotations Etat aux CT qui ont commencé en 2015 pour un montant de 11Mds et qui finalement seront diminués d'1 mds cette année soit 10Mds au total, mais en cumulé nous ne sommes pas loin pas loin des 27 Mds.

Dépenses : il est rappelé dans ce PLF 2017, que **46 Mds d'économies** au final auront été faites sur les DP depuis 2015 (70 Mds de 2013 à 2017). Mieux, ce gouvernement expose de « manière publicitaire et électorale » d'avoir maîtrisé la DP avec un taux de croissance de la DP à 1,3 % par an en moyenne depuis 2013, contre 3,6 % en moyenne par an entre 2000 et 2012. Les dépenses ont évolué en dessous de l'inflation (+ 3 % entre 2012 et 2017, contre 4,3 % d'inflation cumulée dans cette période – cf tableaux).

Recettes : de 2012 à 2017 les recettes Etat ont augmenté de 24,5 Mds, soit plus 8,6 %. Rapportées à l'inflation sur cette période, elles augmentent de 4,6 %. Mais avec des variations importantes au sein de cette structure des recettes, au détriment des citoyens et au profit des entreprises (entre TVA, IS et IR - voir tableau). Une partie aura servi à diminuer le déficit budgétaire (moins 18 Mds – On passe d'un déficit de 87,1 Mds à 69,3 Mds). Rappel la perte de recettes liée à la Fraude fiscale est estimée à environ 80 Mds.

La charge des intérêts de la dette représente près de 11 % des dépenses du budget de l'État. (41,8 Mds). Rapportée au PIB, 3 %.

La dette est de 2 172 Mds soit 96 % du PIB, mais rapporté sur la durée de 7 ans en moyenne des emprunts d'Etat, cela ne fait plus que 14 % du

PIB.

**Une niche fiscale énorme qui coûte très cher au budget :
Le coût du CICE et du pacte de responsabilité : 40 Mds !**

Plus de 19 Mds pour le CICE et 20 pour le Pacte de responsabilité (PdR) soit environ 40 Mds pour 2017. (trois études estiment le coût des emplois créés, entre 150 000 et 600 000 euros par an (alors qu'un emploi au SMIC équivaut à environ 30 000 euros par an tout compris). D'autres niches posent problèmes (CIR).

Un budget de campagne électorale : du saupoudrage loin du compte par rapport aux besoins

La plupart des missions de l'état en crédit de paiement pour 2017, augmentent pour certaines sensiblement ou en saupoudrage. (Il faudra regarder les crédits en autorisation de paiement toujours moindre et qui se trouvent dans les bleus budgétaires).

L'emploi

Des créations d'emplois sont faites dans les ministères prioritaires (justice, défense, intérieur et Educ - sup) et aussi, depuis 2013, pour les services du premier ministre (plus 150 encore cette année, c'est énorme !).

Au total pour 2017 en solde : moins 2 715 postes dans les secteurs non prioritaires.

Au total entre 2012 et 2017 hors PLAT et PLM, **ce sont moins 5 230 ETP** supprimés dans le budget de l'État (en comprenant par contre les créations éduc !).

Pour rappel sur 1 000 postes créés chaque année dans le sup, au moins 40 % ne sont pas pourvus et sont gelés pour utiliser leurs masses salariales, afin de combler les déficits des universités.

Le Budget Sport (hors jeunesse, service civique, éduc pop) se voit crédité de 261 Millions d'euros (plus 13 %, mais toujours autour de 0,07 % du budget) (230 Ms en 2016). Il faudra voir avec les bleus budgétaires ce que recouvre cette augmentation et les autorisations de paiements et après des années de baisses. Mais on est loin des besoins.

Le Budget Educ (scolaire) augmente de 2Mds (plus 4%), dont 383 Ms mangés par la seule inflation prévue à 0,8 %. Mais pas à la hauteur des besoins, dont l'augmentation considérable des effectifs élèves. Prise en compte du dégel du point d'indice, créations de 11 000 postes et début PPCR (en septembre 2017 ?). Mais voir les bleus budgétaires, pour faire là aussi une véritable expertise.

Budget ESR qui augmente de 820 Ms (plus 3%), mais là aussi 200 Ms mangés par l'inflation prévue et on est très loin des besoins, dont l'augmentation considérable des effectifs (plus dégel point indice, PPCR?). Rappel en euros constant (prise en compte de l'inflation), ce budget est inférieur au budget de 2009 sur ESR. Idem sur la suite par les bleus budgétaires.

A noter aussi la réforme de la retenue à la source pour l'impôt sur le revenu.

Solde général Budget Etat (source PLF 2017 et comparaison PLF 2012)

Dépenses nettes	PLF 2012	Projet PLF 2017 (format courant)	Ecart volume et %	Recettes nettes	PLF 2012	Projet PLF 2017	Ecart volume et %
Montants Milliards (Mds)	370,7	381,7	+ 11Mds et + 3 %	Montant	282,5	307	+ 24,5 Mds + 8,6 %
Avec une inflation totale sur ces six exercices de 4,3 %. Soit des dépenses qui évoluent moins que l'inflation. Un écart négatif au total de 1,3 %							
Déficit public	87,1 Mds	69,3 Mds		PIB courant	2087	2287	

Structures et évolution des recettes du Budget Etat (source PLF 2017 et PLF 2012)

Structures des recettes (euro courant)	2012	Prévision 2017 Inflation 0,8 % et 1,5 % croissance.	Evolution volume	Evolution %	Part en % du volume sur 307 Mds de recettes 2017
TVA	133,4	149,4	+ 16 Mds	+ 12 %	48,6 %
Impôts sur les sociétés	40,8 Mds	29,4 Mds	- 11 Mds	- 28 %	9,5 %
Impôt sur le revenu	59,5 Mds	73,4 Mds	+ 13,9 Mds	+ 22,8 %	23,9 %

Au total, au moins 70 Mds ont été retirés du circuit économique depuis 2013, soit plus de 3 points du PIB (base 2013 en prix courant, ou 1/5 du budget de l'État). C'est le marqueur idéologique d'une orientation économique libérale et contraire à une politique de socialisation, mutualisation et d'investissement. **Il y a eu dégradation des services publics qui sont en moins bon état qu'en 2012. Un réinvestissement serait urgent pour répondre aux besoins sociaux et économiques.**